

"Ils ont grandi dans nos villes et nos banlieues"

Entretien avec Naïma Charai, présidente de l'Agence Nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé)

Propos recueillis par Xavier Molénat

Alternatives Economiques n° 352 - décembre 2015

Que faudrait-il faire pour éviter que des jeunes se radicalisent ?

N'oublions pas que ces terroristes étaient Français : ils ont grandi dans nos villes et banlieues. Pour éviter qu'un tel drame se reproduise, il faut davantage soutenir la vie associative et toutes les structures laïques qui agissent dans les domaines de l'éducation, de la culture, du sport et qui sont garantes de notre cohésion sociale. Or, le soutien financier au milieu associatif s'est largement érodé depuis plusieurs années. Le terrain est ainsi laissé libre aux associations à vocation religieuse, qui n'ont pas besoin de l'argent public pour prospérer.

Au-delà de ce soutien, quelles mesures devraient être mises en place ?

Une mesure simple et peu coûteuse à mettre en place pour restaurer la confiance dans les institutions serait le récépissé de contrôle d'identité. Car comment voulez-vous que ceux qui se font contrôler trois ou quatre fois par jour et qui se voient ainsi contester leur qualité de Français ne développent pas une grande défiance envers leur propre pays ? Par ailleurs, la ministre de l'Education, Najat Vallaud-Belkacem, a annoncé récemment des expérimentations pour favoriser la mixité sociale à l'école. Il faut aller plus loin en ce sens et revoir partout la carte scolaire, quitte à bousculer un peu les gens. Après les attentats de janvier, le Premier ministre Manuel Valls avait justement dénoncé une situation d'"*apartheid social, territorial, ethnique*" : il est désormais temps d'agir.

Comment éviter que les Français de confession musulmane ne subissent les contrecoups d'un tel événement ?

Il faut un double discours de fermeté. Fermeté, tout d'abord, envers les prêches

prononcés dans un certain nombre de salles de prière radicalisées, qui sont contraires aux valeurs de la République - et en particulier à l'égalité femmes-hommes. Je pense qu'il faut tout simplement fermer ces lieux de culte. De même, je propose, pour les individus radicalisés qui seraient sous le coup d'une procédure judiciaire, de mettre en place des injonctions à l'accompagnement, sur le modèle des injonctions aux soins, qui prendrait place dans des centres fermés.

Mais cela ne nous dispense pas, et c'est le deuxième aspect de mon discours, d'être tout aussi intransigeants envers les actes islamophobes et racistes, qui n'ont d'ailleurs pas manqué de se multiplier très rapidement après les attentats. Nous devons être extrêmement vigilants afin d'éviter les amalgames. Le terrorisme se moque des origines : des Français de confession musulmane font partie des victimes de ces attentats. Il serait profondément injuste qu'ils subissent la double peine d'avoir été frappés par les terroristes hier, et de subir demain stigmatisation et discriminations en raison de leur nom, de leur couleur de peau ou de leur religion.